

**MÉMOIRE**  
sur le Projet du complexe Turcot  
et  
l'expropriation de citoyens du Village des Tanneries  
présenté au BAPE, à Montréal,  
juin 2009

---

**Commentaires et préoccupations**  
**d'une future ex-résidente de la rue Cazalais**

**Le projet**

Je ne nie pas l'importance de la réfection de l'échangeur Turcot et ne répéterai pas tous les arguments qui soutiennent d'autres projets que celui annoncé, mais je trouve inacceptable comme d'autres opposants au projet

- qu'on en augmente la capacité (nombre de véhicules). La ville de Montréal est devenue un réseau d'autoroutes pour permettre le passage de gens qui n'y habitent pas (surtout des banlieusards)
- qu'il n'y ait pas de voies de contournement de la ville pour qui n'a pas à y entrer sauf pour poursuivre sa route
- qu'on veuille encore construire en béton alors que d'autres types de construction semblent avoir une durée de vie plus longue
- qu'on entreprenne encore un immense chantier alors que certains déjà annoncés sont arrêtés: autoroute 30, rue Notre-Dame, les méga-hôpitaux, etc.
- qu'on ramène la pollution de l'air et du bruit au niveau du sol
- qu'on ferme l'entrée Girouard qui dessert «les riches» de N.D.G., Côte St-Luc, Hampstead etc. et qu'on déplace l'entrée St-Jacques via la rue St-Rémi provoquant encore l'expropriation des «pauvres» de St-Henri. Les gens d'en «haut de la côte» vont descendre en «bas de la côte» détruisant au passage plus de 160 logements pour remonter en «haut de la côte» (direction est). C'est de la discrimination sociale.

## **Communications avec le Ministère des Transports**

Depuis 2 ans, i.e depuis la première rencontre d'information du MTQ, je vis avec un niveau de stress nocif pour ma santé.

Maintenant s'ajoutent les pressions.

Pendant ces 2 années, jamais je n'ai pu obtenir des réponses précises à mes questions.

Jamais je n'ai vu les plans détaillés qui justifient mon expropriation.

Jamais je n'ai pu avoir un suivi avec une même personne représentant le MTQ. A chaque rencontre les représentants étaient différents et parfois je rencontrais même des gens engagés par sous-contrat. Je posais mes questions à quelqu'un qui n'avait qu'une vue partielle du dossier, qui ne pouvait pas y répondre et qui de toute façon serait remplacé par quelqu'un d'autre dans la suite du processus.

Jamais je n'ai reçu de mon gouvernement un compte de taxe (\$\$\$) un renouvellement de permis (\$\$\$) ou autre (\$\$\$) qui ne soit pas adressé à mon nom mais le Ministère du Transport me chasse de ma maison et la lettre m'avisant de l'expropriation était adressée «À l'occupant».

Je déplore ce manque d'humanisme de la part de mon gouvernement et de ses mandataires. J'aurais pu m'attendre à un peu plus de considération dans ces circonstances regrettables.

## **Le quartier St-Henri**

Je trouve inacceptable

- qu'on détruise encore une partie de ce quartier historique
- qu'on détruise encore une communauté, celle appelée Village des Tanneries: cette communauté perdra près de la moitié de sa population et sera enclavée par une voie ferrée et un mur anti-bruit, résistera-t-elle ?
- qu'on s'attaque encore à une population défavorisée
- qu'on détruise ma vie et celle de mes voisins.

## **Ma maison**

J'habite depuis plus de 45 ans un triplex converti en condominium (il y a 20 ans). J'habite le rez-de-chaussée de cette maison centenaire que j'ai rénovée avec amour en respectant le cachet d'origine: boiseries, moulures en plâtre, plancher d'origine, etc. Je suis propriétaire d'un emplacement de 1,400 pi<sup>2</sup> habitables, espace de stationnement, parterre avant, grande cour arrière. Cette propriété libérée de toute hypothèque me coûtait en 2008 437.00 \$ par mois (frais de condo, taxes, assurances, chauffage, électricité, téléphone, câble, et internet). C'est mon patrimoine.

## **Mon expropriation**

Où pourrais-je avoir un équivalent en superficie, cachet et facilités de logement dans le Sud-Ouest de Montréal pour le même déboursé mensuel ?

J'ai travaillé toute ma vie et économisé afin de conserver une autonomie financière à ma retraite. J'ai aménagé cette maison (rénovation, isolation, système de chauffage peu énergivore ,etc) afin d'en réduire les coûts fixes le plus possible. J'ai un revenu limité, fixe et allant en diminuant, le gouvernement refusant l'indexation de ma retraite.

J'ai 64 ans et une espérance de vie d'au moins 20 ans. Pour me loger de façon équivalente (superficie du terrain et de la maison, cachet, aménagement et commodités du logement, proximité des services utilisés), je devrai déboursier un minimum de 2,000.00 \$ par mois. L'expropriation m'amène donc un déficit minimum de 1,500.00 \$ par mois. Un manque à gagner annuel de 18,000.00 \$ pendant le reste de ma vie. A ce déficit financier s'ajoutent les dommages faits à ma santé.

Où trouverais-je l'argent sans toucher à mon patrimoine que je conserve pour me payer les soins de santé dont j'aurai besoin dans quelques années?

L'expropriation entraîne une baisse certaine de mon modeste niveau de vie sinon m'amène à la pauvreté; d'autonome financièrement je deviendrai à la charge de l'État.

## **Le discours du gouvernement québécois et la réalité**

Dans son discours, surtout en période électorale, mon gouvernement favorise l'épargne en prévision de la retraite, l'autonomie des personnes âgées, le maintien à domicile, la justice sociale, etc. Il le dit, le répète, le crie haut et fort, l'imprime, en fait même des messages télédiffusés. Où est la cohérence entre son discours et les actions et attitudes de ses mandataires ?

Je me souviens d'une publicité télévisée d'automobile plutôt amorphe où un jeune au volant d'un nouveau modèle prenait la route en disant "Tasse-toi, mon oncle". Voilà comment je me sens face à mon gouvernement "Tasse-toi ma tante"....

Louise Girard